

LA QUASI-TOTALITÉ DES CORPS DE LA SANTÉ TOUJOURS EN GRÈVE

C'est le pourrissement !

Situation toujours chaotique dans les structures de santé. En plus de la grève des corps communs et des paramédicaux qui se poursuit, l'Intersyndicale de la santé a reconduit son mouvement de grève. Les rendez-vous sont ajournés et les praticiens qui assurent le service minimum sont dépassés. La tutelle reste sans réaction, se contentant de donner ordre de sanctionner les grévistes.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est le pourrissement dans le secteur de la santé. Les paramédicaux continuaient, hier, d'observer la grève pour la troisième semaine consécutive, les corps communs n'avaient toujours pas repris du service alors que praticiens, spécialistes, psychologues et enseignants du paramédical entamaient un mouvement de protestation de trois jours à l'appel de l'Intersyndicale de la santé regroupant le SNPSP, le SNPSSP, le Snapsy et le syndicat des enseignants en paramédical.

Au niveau des structures de santé, c'est le chaos total. Les rendez-vous pour les

explorations sont systématiquement reportés, les interventions chirurgicales non urgentes sont ajournées. Seules les urgences sont assurées par un personnel dépassé par l'anarchie ambiante et la pression des malades qui ne comprennent pas toujours les motivations du corps médical. Une situation que les syndicats incombent en premier lieu à la tutelle qui fait la sourde oreille.

Le président du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) est catégorique. Il affirme que la balle est dans le camp du ministère de la Santé puisque, explique Lounès Gachi, avant même le début

du débrayage, le syndicat avait saisi le ministère de la Santé pour clarifier ses revendications.

Une démarche qui s'est soldée par une fin de non-recevoir qui laisse perplexe le président du SAP qui rappelle que les paramédicaux ne réclament pas une révision du statut mais une application stricte du contenu de ce dernier. Pour le président du SNPSP, l'état d'esprit des praticiens est le même que celui qui les avait animés lors du précédent mouvement de protestation. Ils restent mobilisés face à une tutelle qui, de son côté, tente, par le biais d'une batterie de mesures, de casser le mouvement.

Le D^r Merabet n'hésite pas à parler de «véritable conseil de guerre» tenu à Tipasa par le ministre de la Santé.

Le président du SNPSP affirme qu'en réunissant les directeurs de la santé, le ministre a donné instruction



Photo : New Press.

Les praticiens restent mobilisés malgré l'entêtement de la tutelle.

afin qu'une batterie de mesures répressives soit mise en branle pour sanctionner les grévistes. Les gestionnaires

des structures de santé ont été sommés de mettre en application ces directives. Le D^r Merabet dira à ce sujet

qu'«il faudra certainement s'attendre à de l'excès de zèle de la part de certains gestionnaires» même si aucune instruction écrite ne leur a été adressée.

Mais pas question de céder face aux menaces de ponctions sur salaires.

Les praticiens restent mobilisés en dépit de l'entêtement de la tutelle qui a fermé les portes du dialogue. Le département de Ziari n'a effectivement fait aucune offre de dialogue. Le seul syndicat à avoir été reçu est celui des corps communs relevant de l'UGTA.

La réunion ne s'est soldée par aucun accord. Les corps communs tout comme le reste des personnels de la santé sont toujours en grève.

N. I.

Qu'est-ce le service minimum ?

La paralysie des structures de santé depuis plusieurs jours déjà et le chaos qui y règne remettent au goût du jour le débat autour du service minimum.

Quelle en est la définition ? Comment doit-il être appliqué ? Le service minimum est régi par la loi 90-02 du 6 février 1990 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit à la grève. C'est le chapitre 2 réservé à «la limitation du droit de grève». L'article 37 stipule que «lorsque la grève concerne des activités dont l'interruption complète est de nature à porter atteinte à la continuité de services publics essentiels, à des activités économiques vitales, l'approvisionnement de la population ou à

la sauvegarde des installations et biens existants, la poursuite des activités indispensables est organisée en la forme d'un service minimum obligatoire ou résultant de négociations ou de conventions».

L'article 38 classe les «services hospitaliers de garde, des urgences et de distribution de médicaments» parmi les secteurs où le service minimum est obligatoire. Ladite loi spécifie clairement dans son article 39 que la mise en œuvre du service minimum doit faire l'objet de consultations entre les représentants des travailleurs et l'employeur. Dans le cas de figure de la grève qui est en cours, le ministère de la Santé n'a provoqué aucune réunion dans ce sens. Ce sont donc les praticiens

et les paramédicaux qui se sont organisés en fonction des services dans lesquels ils exercent pour assurer un minimum d'activité. En pratique, l'appréciation des cas est du seul ressort du praticien. C'est en effet lui qui juge de la gravité d'un cas et qui peut décider de la prise en charge immédiate ou de l'ajournement de la prise en charge. Une appréciation souvent mal acceptée par des malades qui, de manière légitime, estiment toujours que leur cas est prioritaire. Le service minimum s'est, toutefois, avéré rapidement inefficace en raison d'une grève qui a duré plusieurs jours et du fait que ce sont pratiquement tous les corps de la santé qui sont en grève.

N. I.

RENCONTRE SUR LA VIOLENCE URBAINE EN ALGÉRIE

Zerhouni, un attentif spectateur

C'est au sein du CRASC qu'a eu lieu hier à Oran une journée d'étude intitulée «la violence urbaine en Algérie» organisée par l'équipe de recherche «les nouvelles formes de violence urbaine en Algérie : le cas de la ville d'Oran».

Cette journée s'est avérée particulière pour deux raisons, d'abord parce que le président du groupe de recherche n'est autre que l'universitaire Addi Lahouari qui s'est fait connaître entre autre pour ses écrits sur l'islamisme, l'armée et la politique et surtout, par la présence dans la salle de l'ancien ministre de l'intérieur Yazid Zerhouni.

Ce dernier suivra avec beaucoup d'attention les débats et échanges entre communicants et présents dans la salle. Il se contentera avec

des journalistes venus à sa rencontre, d'apprécier la nécessité de dresser un état des lieux des mutations et transformations de la société Algérienne au travers de tels travaux de recherche.

Le sociologue Lahouari Addi fixera dans son allocution d'ouverture la délimitation de l'axe de recherche auquel participent 4 autres universitaires d'Oran qui se chargent de la partie enquête de terrain. Une délimitation qui laissera sur leur fin certains présents.

En effet l'orateur dira que le choix de l'axe de recherche s'appuie sur un consensus de la définition de la «violence urbaine» comme «étant toutes agressions physiques dans l'espace public».

Et donc d'analyser le phénomène de la violence urbaine que sous la loupe de la délinquance, les gangs, la drogue etc. Il justifie du même coup l'exclusion de toutes autres violences qui revêtent un caractère politique, social, les émeutes, les protestations.

De même que la délinquance comme la corruptions, et donc avec le risque de tomber dans la facilité en liant la violence urbaine à un phéno-

mène de transformation des villes, du monde rural allant vers le monde urbain ou encore de faire le lien avec pauvreté et délinquants.

Et d'estimer que «la violence urbaine n'est pas seulement du à un facteur psychologique c'est la société qui produit le délinquant, ce sont les situations sociales qui font le délinquant» et de considérer ainsi que l'ensemble de la société est responsable avant d'ajouter que «la société Algérienne est dans une phase de mutation».

Durant son intervention l'orateur mettra encore en relief l'impact de l'extrême violence de la décennie noire avec des séquelles et des trau-

matismes collectifs et individuels qui peuvent être à l'origine de la violence de la société.

Par ailleurs d'autres intervenants ont choisi de traiter ce phénomène de la violence urbaine à travers les gang qu'ils considèrent comme étant un nouveau phénomène et qui règnent dans des quartiers qui sont autant de territoire ou encore des délinquants sous l'emprise de la drogue. Pourtant Lahouari Addi dira que cette situation n'est pas propre aux villes Algériennes que le phénomène est ancien et se retrouve à des degrés divers dans presque toutes les grandes villes du monde.

Fayçal Moulay

AFFAIRE ACHOUR ABDERRAHMANE ET EX-CADRES DE LA SÛRETÉ NATIONALE

Le procès renvoyé à la prochaine session

Prévu pour hier, le procès de l'homme d'affaires Achour Abderrahmane et deux ex-fonctionnaires de la Sûreté nationale a été reporté à la prochaine session. La décision a été prise par le président du tribunal criminel près la cour d'Alger, M. Belkharci suite au refus d'un des mis en cause d'être jugé sans la présence de son avocat, absent pour des motifs inconnus.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Très attendu par l'opinion publique, ce procès se tiendra, pour la seconde fois, après cassation auprès de la Cour suprême.

Lors du premier procès en juin 2009, Achour Abderrahmane avait été condamné à quatre années de réclusion criminelle, alors que les deux responsables de police, Bessaï Hacène, ex-chef de service à la Sûreté de

wilaya de Tipasa, et Zouaï Hachemi, ex-chef de la Sûreté de wilaya de Tipasa, ont été condamnés à 4 ans de réclusion avec sursis pour le premier et acquittés pour le second. Les présumés accusés devaient répondre des chefs d'inculpation de faux et usage de faux, commis en 2003.

Le document objet de falsification a été envoyé par fax au Maroc, où se trouvait Achour Abderrahmane qui

était en fuite afin d'échapper aux autorités algériennes qui avaient lancé un mandat d'arrêt à son encontre suite au scandale de l'affaire BNA.

Ainsi, après le pourvoi en cassation introduit par la défense et le parquet général auprès de la Cour suprême, cette dernière admet les pourvois et décide de renvoyer l'affaire de nouveau auprès de la juridiction criminelle. Il est à noter que cette affaire est liée directement à celle où Achour Abderrahmane avait été condamné à dix-huit années de prison ferme. Il s'agit de l'affaire dite BNA où il avait, selon l'accusation, réussi à détourner 2 100 milliards de centimes de la

BNA, en l'espace de 18 jours, soit une moyenne de 120 milliards de centimes par jour. Selon l'arrêt de renvoi de cette affaire, les faits remontent à 2005, lorsqu'une lettre anonyme était parvenue à la direction de la Banque nationale sur «la manipulation de chèques bancaires depuis 2004 par Achour Abderrahmane sans que ces chèques soient soumis à une vérification comptable». Achour Abderrahmane n'en est pas à sa première condamnation.

En mars 2011, le tribunal d'Azaga l'avait également condamné à 7 ans de prison pour dilapidation de 3 200 milliards de centimes.

A. B.



Le premier procès s'est tenu en juin 2009.

Photo : Samir Sid